

# Le SNPDEN au congrès du SNAEN

« Il faut nous rencontrer sur l'évolution de vos missions »



**Philippe Vincent est intervenu le 3 juin au congrès du SNAEN à Mur de Bretagne**

Je voudrais tout d'abord vous présenter les excuses de Philippe Guittet, Secrétaire général du SNPDEN, qui ne peut être parmi vous aujourd'hui et j'ai le plaisir de vous faire part du message qu'il m'a demandé de vous adresser.

Nous sommes engagés, SNAEN et SNPDEN, avec notre fédération l'UNSA Éducation, dans un mouvement qui nous concerne tous. En effet, il ne s'agit rien moins que de l'avenir du service public d'éducation. Le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, le ministre de l'éducation nationale Luc Ferry ont décidé, après une parodie de concertation, de la décentralisation dont la proposition essentielle, et qui vous concerne au premier chef, prévoit le transfert des personnels techniciens, ouvriers et de service, au nom du fait que puisque les bâtiments relevaient des collectivités territoriales, les personnels devaient relever de ces mêmes collectivités. Quel mépris dans l'annonce pour les personnels !

Les transferts des médecins, des assistantes sociales, des COPSY sont prévus au nom du bloc de compétences

entre les missions assumées par les métiers des collectivités territoriales et celles assumées dans les établissements scolaires. N'était-il pas possible d'assurer un travail en réseau entre les personnels des collectivités territoriales et ceux des établissements scolaires ? Répondra-t-on mieux aux besoins des élèves ? La proximité affichée n'éloigne-t-elle pas plus les personnels des établissements scolaires ? Ne prépare-t-elle pas à une privatisation rampante ? Il serait sage pour le gouvernement, de renoncer, en l'état actuel de la réflexion et de la négociation, à ces projets de transferts. Il aurait fallu procéder différemment en fixant les missions et objectifs du service public d'éducation, en affirmant que l'état central devait conserver un rôle de stratège dans le système éducatif. Alors, et sur la base du bilan de la décentralisation de 1982, il aurait été possible d'envisager une nouvelle phase pour la décentralisation de l'éducation nationale. Au lieu de cela, les autres choix en matière de décentralisation sont lourds de danger : carte scolaire gérée par les seuls départements, schéma prévisionnel des formations non cadré par un engagement national, cartes des formations professionnelles gérées de manière conjointe par les régions et les rectorats et une expérimentation quasi totale autour de l'autonomie des établissements.

Le chef d'établissement est le représentant de l'état dans son établissement, le priver de la présidence du conseil d'administration revient à mettre fin aux équilibres trouvés et éprouvés des EPLE. C'est ouvrir aussi, dans ce domaine, la voie à toutes

les dérives, à celle d'une logique libérale de l'autonomie que nous ne saurions accepter. Nous prenons acte des dernières annonces faites hier à l'UNSA-Éducation par Nicolas Sarkozy et Luc Ferry sur le fait qu'aucun sujet n'était tabou, et que tout le projet était amendable.

Mais pour cela, il faut commencer par annoncer le gel des mesures sur les transferts.

Je ne voudrais pas trop prendre de votre temps, mais il faut que nos deux organisations continuent de se rencontrer. Il faut nous rencontrer

social. Nous avons porté le débat et la mobilisation sur les retraites de manière exemplaire.

Je ne voudrais pas terminer sans saluer le grand militant qu'est Robert André. Il a su, au moment où le SNPDEN cherchait sa place dans le cadre fédéral, être aux côtés de Jean Paul Roux et d'Hervé Baro, un élément de stabilisation essentiel. Grâce à sa patience, à leur patience, nous avons pu reprendre toute notre place dans l'UNSA Éducation. Robert André a su promouvoir un syndicalisme



encore sur le débat que vous avez entamé sur l'évolution de vos missions. Il faut continuer ensemble, pour lever les ambiguïtés qui peuvent subsister ici ou là dans l'application des textes. Rien n'est impossible dans cette réflexion commune car ensemble nous militons dans la même fédération, l'UNSA Éducation. Ensemble nous avons su la construire, nous avons apporté la preuve, lors des dernières mobilisations, que l'UNSA Éducation et l'UNSA occupaient une place essentielle dans le champ

de propositions, avec des interlocuteurs pourtant pas toujours convaincus de l'intérêt de négocier avec les représentants syndicaux. Mais son insistance et notre insistance sur ce sujet sont le seul moyen de construire une vraie démocratie sociale qui constitue un enjeu essentiel face aux tentations des extrémismes et d'une radicalité sans avenir.

Merci Robert, bonne retraite syndicale et bon congrès au SNAEN.